

LE JOUR, 1952
10 NOVEMBRE 1951

A PROPOS DE LA CRISE POLITIQUE EN SYRIE

On voudrait voir la crise ministérielle en Syrie dénouée rapidement et dans des conditions favorables.

Les formules de gouvernement raisonnables en Syrie ne varient pas à l'infini. Il y a un nombre limité de solutions entre lesquelles on peut avoir le choix ; mais la Syrie est ainsi placée qu'elle doit considérer avant tout les difficultés d'ordre extérieur.

Sur la Syrie, il y a des convoitises, apparentes ou cachées, depuis les origines de l'histoire. Un chef syrien, militaire ou civil, de quelque qualité ne peut se les dissimuler ; il suffit qu'il voie comment la Syrie est entourée, qu'il se souvienne de son rôle géographique et, par conséquent, physique et naturel dans l'évolution des nations et des empires.

Le côté le plus sûr pour la Syrie est celui du Liban, celui de la mer. L'armée, mieux encore que les hommes politiques, s'en rend compte.

Et les périls auxquels la Syrie est exposée viennent plus du monde oriental que du monde occidental.

A l'énumération classique des conquérants du passé, il faut ajouter maintenant le danger que représentent le voisinage si pesant et les ambitions d'Israël : cela, en Syrie, on le sait ; mais il ne suffit pas de le savoir. Il faut agir en conséquence, ce qui suppose de la clairvoyance et du courage dans le domaine délicat des relations étrangères et des alliances. Les passions de la foule ne s'accordent pas toujours avec les nécessités.

La Syrie a besoin de stabilité et de mesure. Elle ne doit pas se battre sur quatre fronts à la fois. Elle ne doit pas se laisser imposer des influences régionales trop encombrantes et des solidarités indiscrettes ; mais sa présence sur la carte ne prend du relief et de l'ampleur que si elle se ménage des appuis suffisants à l'extérieur.

Le Président du Conseil démissionnaire voyait, il semble, tout cela. Son attitude dans l'ensemble fut celle qu'un sage patriotisme commande. Il craignait, avec raison, l'agitation et l'aventure. Il voyait ce qu'a d'inéluctable l'interdépendance des nations et, devant les menaces de désordre et d'anarchie, il avait pris très dignement ses décisions.

Il faut espérer que sa politique sera maintenue pour l'essentiel et que l'armée, dont en Syrie l'autorité va loin et qui, il faut le dire, a deux ou trois fois déjà sauvé l'indépendance, ne donnera son adhésion profonde qu'à une politique du même ordre.

Aux menaces extérieures qui imposent à la Syrie, au prix de dépenses qui la surmènent, l'effort militaire qu'elle fait, s'ajoutent les difficultés d'ordre économique que chacun connaît. L'agriculture a eu, comme nous l'écrivions, ses infidélités et ses drames. (Ce n'est pas sans raison que nous la comparions à l'amour). L'industrie a connu ses limites et qu'on ne peut industrialiser un pays sans lui trouver des débouchés suffisants, à l'intérieur comme au-delà de ses frontières. Le commerce, enfin, dans la fièvre d'un nationalisme immodéré, a un peu perdu le nord. L'ensemble fait que le conte de fées n'est pas arrivé à sa conclusion cette année. Mais l'avenir, si l'on s'organise et si la politique ne le compromet pas, reste plein de promesses. Pour pouvoir compter sur l'avenir, il faut maintenant être sage.

Nous souhaitons beaucoup que les démarches de M. Nazem Koudsi conduisent à un résultat positif et que la crise ne tarde pas à prendre fin. Plus que jamais, la Syrie a besoin d'un gouvernement compréhensif et ferme.